

Brazzaville, Congo, 14 avril (Infosplusgabon) - Les participants à la réunion de la Zone Franc ont souligné vendredi à Brazzaville, une très légère amélioration de la convergence nominale qui reste cependant en-deçà des résultats escomptés, selon un communiqué de presse publié à la fin de la rencontre des ministres des Finances.

Les ministres de Finances de la Zone Franc ont, en particulier, noté les risques découlant d'importants déficits publics et un ré-endettement rapide susceptibles de remettre en cause les équilibres internes et externes des Etats concernés. Pour garantir le bon fonctionnement des unions monétaires et préserver la soutenabilité des trajectoires de développement, les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des Banques centrales se sont accordés sur la nécessité de poursuivre et de renforcer leurs approches coordonnées.

De la même façon, la convergence réelle peine à progresser dans la Zone Franc, témoignant des nombreux obstacles auxquels se heurte l'intégration régionale. Dans ce contexte, les participants ont souligné la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des mesures permettant de renforcer cette intégration régionale, facteur de résilience et de solidarité des Etats de la Zone Franc.

A ce titre, les participants ont salué la mise en œuvre de nouveaux tableaux de suivi des recommandations adoptées par les ministres des Finances et portant sur l'intégration commerciale, le développement du crédit et la mobilisation des recettes fiscales. Ces instruments d'orientation des politiques publiques pourront servir d'appui aux efforts de convergence des pays de la Zone Franc.

Les participants ont aussi noté qu'une majorité de pays de la zone a conclu un programme avec le Fonds Monétaire International (FMI), ce qui contribue à l'harmonisation des diagnostics à l'échelle sous-régionale et à la coordination des politiques macro-économiques, ainsi que des réformes économiques et financières mises en œuvre.

Dans un contexte économique marqué par une reprise de la croissance à l'échelle du continent africain, les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des Banques centrales ont rappelé leur souhait d'œuvrer pour le développement des pays de la Zone Franc et de mettre en œuvre des politiques économiques soutenables, susceptibles de promouvoir une croissance inclusive.

Ils ont réitéré leur volonté de continuer à faire de la Zone Franc un espace de dialogue ouvert et de coordination des politiques publiques, en lien avec les principaux bailleurs et institutions. Un tel espace d'échange, qui revêt une dimension unique en Afrique, reste un facteur de stabilité et de développement.

Les mesures opérées dans le cadre des programmes et les apports de financements, notamment du FMI, de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de l'Union européenne et de la France, contribuent conjointement à l'amélioration de la situation économique et de la confiance vis-à-vis de la Zone Franc.

Les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des Banques centrales ont, ensuite, échangé sur les enjeux de la lutte contre le financement du terrorisme. Ils remercient particulièrement le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) et le Groupe d'Action contre le blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) pour la production d'un document préliminaire sur la question, soutenu par la Banque Mondiale.

Les ministres des Finances de la Zone Franc se sont accordés sur une série d'axes d'actions tirée de ce document et invitent les autorités compétentes à s'en inspirer. A l'avenir, le suivi de la mise en œuvre de ces mesures sera assuré par le Comité de liaison anti-blanchiment de la Zone Franc.

En lien avec les problématiques de mobilisation des ressources intérieures, les participants ont, par ailleurs, échangé sur l'importance de renforcer la lutte contre les flux financiers illicites et le financement du terrorisme via la coopération fiscale internationale et la mise en œuvre de dispositifs adaptés, avec le concours des Banques centrales, des commissions bancaires et des organismes régionaux de type GAFI.

Les ministres des Finances ont ainsi décidé de soutenir la déclaration de Yaoundé du 15 novembre 2017. Cette déclaration encourage les pays africains, avec le soutien du Secrétariat du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, à explorer une collaboration destinée à conforter les efforts des pays africains dans la lutte contre les flux financiers illicites pour améliorer la mobilisation des recettes intérieures.

Lors du déjeuner, les administrateurs représentant la France et les pays d'Afrique francophone à la Banque Mondiale et au FMI sont revenus sur la situation macro-économique en Afrique subsaharienne. Ils ont, par ailleurs, évoqué la tenue prochaine des réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale, qui se tiendront à Washington D.C. du 20 au 22 avril 2018. Ils ont accepté l'invitation des autorités françaises de tenir la prochaine réunion des ministres des Finances de la Zone Franc à Paris.

FIN/INFOSPLUSGABON/PML/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon